

*President's Office / Bureau du Président*

Le 13 juillet, 2007

Monsieur Benoît Lapierre  
Éditorialiste et directeur adjoint de l'information  
La Voix de l'Est  
76, rue Dufferin  
Granby, Québec J2G 9L4

Objet : En référence à la lettre *Un beau lavage de cerveau* du 10 juillet 2007

Monsieur Lapierre,

J'aimerais clarifier certaines affirmations sur l'industrie pharmaceutique au Québec et les médicaments.

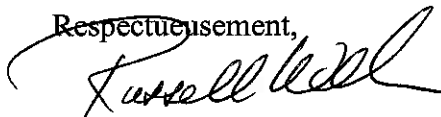
Le Québec a mis de l'avant, il y a plusieurs années, la Règle de 15 ans. Cette règle permet simplement à un nouveau médicament d'être remboursé complètement par le Régime d'assurance médicaments du Québec. Si le brevet expire pendant cette période, d'autres produits peuvent faire leur apparition sur le marché. Ce mécanisme qui reconnaît les risques liés à l'innovation ne prolonge pas le brevet.

Si les dépenses en médicaments au Québec ont crû de façon constante depuis 1997, cela est principalement dû à l'augmentation du nombre d'utilisateurs du régime et non au prix des médicaments brevetés qui était gelé depuis 1994. Dans le cadre de sa nouvelle Politique du médicament, le gouvernement a permis cette année une normalisation équivalente au taux d'inflation qui se situe à environ 2 % alors que les Indices successifs de l'inflation ont totalisé 22 % depuis les 13 dernières années. De plus, le gouvernement fédéral exerce toujours un contrôle sur le prix des médicaments brevetés, ce qui n'est pas le cas pour les médicaments génériques qui sont en moyenne 30 % plus chers ici que dans des pays comme la France, la Suède, la Suisse ou la Grande-Bretagne.

Mais au delà des chiffres, les nouveaux médicaments jouent un rôle prépondérant dans notre système de santé en réduisant les listes d'attente dans les hôpitaux. Sur une période de 20 ans, les taux d'hospitalisation pour les ulcères, le VIH/sida et les maladies respiratoires ont diminué respectivement de 66, 67 et 44 pour cent et les nouveaux médicaments ont contribué à ces baisses fulgurantes.

Les nouveaux médicaments ne sont pas une dépense mais un investissement essentiel dans le fonctionnement de notre système de santé et le mieux être des patients.

Respectueusement,



Russell Williams  
Président